CANEVAS DU PGES OBLIGATOIRE EN ANNEXE DE L'ACCORD DE FINANCEMENT (AF)

PROJET : RESILIENCE DES COMMUNAUTES ET DES ECOSYSTEMES COTIERS ET MARINS DU GOLFE DE GUINEE

Code SAP : P-CM-C00-004

Plan de Gestion Environnemental & Social (PGES)

Appendice de l'Accord juridique

Considérations Générales

1. **Le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun** prévoit de mettre en œuvre le **Projet : Résilience des Communautés et des Ecosystèmes Côtiers et Marins du Golfe de Guinée** (le *Projet*). La Banque a accepté de fournir le financement, l'appui et le suivi de la mise en œuvre du projet.
2. **Le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun** mettra en œuvre les mesures et actions de ce Plan de Gestion Environnementale et Sociale¹ (*PGES*) afin que le projet réponde à toutes les exigences des Sauvegardes Opérationnelles (*SO*) environnementales et sociales de la Banque et aux exigences des politiques et législations nationales du pays hôte.
3. Là où le PGES fait référence à des plans spécifiques, qu'ils aient déjà été préparés ou qu'ils soient à élaborer, le PGES exige le respect de toutes les dispositions obligatoires de ces plans.
4. Le tableau ci-dessous résume les actions et mesures importantes requises, le fondement de l'exigence, l'échéance de mise en œuvre de la mesure ou de l'action et les indicateurs pour déterminer si la mesure ou l'action requise a été réalisée avec succès. **le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun** est responsable du respect de toutes les exigences du PGES, même

---

¹ Le PGES fait référence à tous les risques/impacts et mesures E&S, tels qu'approuvés dans tous les documents E&S publiés et convenus entre la Banque et l'Emprunteur. Pour les projets impliquant plusieurs sous-projets identifiés, préparés et mis en œuvre au cours du projet, l'Emprunteur devra démontrer à la Banque, avant l'évaluation du projet, en préparant la documentation E&S d'un échantillon de sous-projets, qu'il a la capacité de réaliser une évaluation environnementale et sociale appropriée des sous-projets, de préparer et de mettre en œuvre ces sous-projets conformément aux lois nationales et aux SO. (*Section III.2.3 PES de la Banque et section D de la SOI*).

lorsque la mise en œuvre de mesures et d'actions spécifiques est effectuée par une entité différente de l'Unité de Gestion du Projet (UGP).

5. La mise en œuvre des mesures et actions énoncées dans le présent PGES fera l'objet d'un suivi et d'un rapport à la Banque par **le Ministère des Forêts et de la Faune**, tel que requis par le PGES et les conditions de l'accord juridique, et la Banque suivra et évaluera les progrès et la réalisation des mesures et des actions tout au long de la mise en œuvre du Projet.
6. Comme convenu entre la Banque et **le Ministère des Forêts et de la Faune**, ce PGES peut être révisé en cas de nécessité au cours de la mise en œuvre du Projet, afin de refléter la gestion adaptative des risques liés aux changements apportés au projet, à des circonstances imprévues ou en réponse à l'évaluation de la performance du projet menée dans le cadre du PGES lui-même. Dans de telles circonstances, **le Ministère des Forêts et de la Faune** proposera et conviendra des modifications avec la Banque, puis mettra à jour le PGES pour refléter ces changements.

<i>Actions² importantes pour gérer les risques et les impacts E&S du projet</i>		<i>Fondement de l'exigence</i>	<i>Indicateur clé de performance</i>	<i>Echéance de mise en œuvre</i>
Rapport périodique sur la mise en œuvre des mesures E&S à la Banque		PES de la Banque et SO1	Rapports de bonne qualité soumis à temps,	02 semaines au plus tard après la fin de la période
1	Recrutement de spécialistes E et S au sein de l'Unité de Gestion du Projet	EIES publiées, SO1	Spécialistes E et S chevronnés dans l'UGP	Au plus tard la date de mise en vigueur
2	Mise en place du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du projet et information au public	SO1, SO10 et exigences nationales	Délai de traitement des plaintes Taux de résolution des plaintes Nombre de plaintes récurrentes Nombre de canaux de communication accessibles pour le dépôt de plaintes Pourcentage de la population locale informée	Au plus tard la date de mise en vigueur
3	Paiement des compensations et réinstallation des personnes affectées	SO5	Pourcentage de personnes compensées dans le délai prévu	Avant le démarrage des travaux pouvant impliquer la réinstallation
4	Intégration de mesures ESST spécifiques de site dans les DAO	SO1 et exigences nationales	Les DAO comprennent des mesures ESST spécifiques	Avant la publication des DAO
5	Soumission du PGES-Chantier (PGES-C) sur les activités à haut-risque de l'entrepreneur à la revue de la Banque	PES de la Banque et SO1	NA	NA

² Veuillez ajouter toute action clé pertinente et/ou indiquer "Non applicable" dans la troisième colonne ("Fondement de l'exigence") pour les actions qui ne sont pas applicables au projet.

6	Mise en place du Mécanisme de Gestion des Plaintes de l'entrepreneur (MGP) et information des travailleurs	SO1, SO2, SO10 et Politique de diffusion et d'accès à l'information de la Banque	Mise en place des comités de gestion des plaintes Pourcentage des bénéficiaires informés Délai de traitement des plaintes Taux de résolution des plaintes Nombre de plaintes récurrentes Nombre de canaux de communication accessibles pour le dépôt de plaintes	02 semaines avant le début du projet
7	Obtention des permis nationaux avant le début des activités assujetties à autorisations préalables (excavations, abattage d'arbres, travail en hauteur, travail en espaces clos, etc.)	SO1, SO2 et législation nationale du travail	Permis et autorisation obtenus pour les activités assujetties	Avant la réalisation des activités assujetties
8	Préparation, approbation et publication de documents E&S spécifiques pendant la mise en œuvre du projet, y compris la revue préalable par la Banque des TDRs pour les activités de catégorie 1	PES de la Banque, SO1 et réglementation nationale	Préparation des documents E&S et Preuves d'approbation et de publication des documents E&S pendant la phase d'exécution	Dès l'approbation de la Banque
9	Mobilisation des parties prenantes concernées de chaque activité E&S spécifique pertinente	SO1, SO10, Politique de diffusion et d'accès à l'information	Préparation et mise en œuvre du P3P et Registre des parties prenantes à jour, PV des réunions Liste des participants	Avant chaque activité E&S spécifique pertinente et sur la base des prévisions faites dans les P3P
10	Mise en place du mécanisme de préparation et de ripostes aux urgences	SO1 et SO4, réglementation nationale sur la gestion des catastrophes et protection civile	NA	NA
11	Traitement approprié et rapide des plaintes	PES de la Banque et SO1	Délai de traitement des plaintes Taux de résolution des plaintes Nombre de plaintes récurrentes	Dès le démarrage du projet
12	Notification aux riverains ou alerte aux populations exposées en aval	PES de la Banque et SO1, Traité/Convention international ratifié pertinent	Preuve d'information	1 mois avant le début des activités où les populations seraient exposées en aval
13	Renforcement des capacités des principaux responsables de la mise en œuvre du projet	SO1	Plan de formation Liste des participants	Dès le démarrage du projet
14	Mise en œuvre du SGES/PAES ³	SO1 et SO9, exigences nationales	NA	NA

³ S'applique aux opérations non-souveraines et les projets du secteur public mis en œuvre par des Agences/Institutions autonomes permanentes.

14.1	<i>Approbation de toute procédure de gestion E&S requise</i>	Idem	NA	NA
14.2	<i>Mise en place de la fonction (Unité) E&S</i>	Idem	NA	NA
14.3	<i>Renforcement des capacités de la fonction (Unité) E&S</i>	Idem	NA	NA
14.4	<i>Traitement de la chaîne de valeur de la due diligence E&S</i>	Idem	NA	NA
15	Suspendre les travaux en cas de risques ou accidents ESST, notifier immédiatement la Banque, puis ne reprendre les travaux qu'après avis de la Banque.	PES de la Banque et SO1	Preuve de notification Rapport d'accident Plan d'action	Immédiatement et au plus tard dans les 72 heures suivant l'incident
16	Préparer l'analyse des causes profondes (ACP) de tout accident ESST fatal, et mettre en œuvre le Plan d'actions Correctives (PAC).	PES de la Banque et SO1	TDR pour le recrutement de l'expert en charge de la préparation de l'ACP validé Rapport ACP assorti d'un PAC validé Plan d'action	Au plus tard un mois après la survenue de l'incident
17	Diffusion au public des rapports E&S du projet	SO1, SO10 et Politique de diffusion et d'accès à l'information	Preuves de publication des rapports E&S du projet	Dès la validation des documents par la Banque et tout au long de la phase de mise en œuvre du projet